

de relations publiques. On ne songe pas non plus à réduire les dépenses de Radio-Canada. On y jette l'argent par les fenêtres comme on se débarrasse de choses demodées. Toutes sortes de témoignages ont été portés devant différents comités de la Chambre et aussi de l'extérieur sur l'extravagance de cette organisation mais rien n'a jamais été fait à cet égard.

• (9:20 p.m.)

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Y a-t-il consentement unanime permettant au député de continuer?

Des voix: D'accord.

M. Nesbitt: Merci, monsieur l'Orateur. Je remercie la Chambre de sa courtoisie. Je sais que d'autres députés désirent prendre la parole mais, de toutes façons, j'ai presque terminé mes remarques.

M. Allen B. Sulatycky (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de parler très longuement, mais je voudrais revenir sur une phase antérieure de cet ample débat sur le budget. Voici plusieurs semaines, lorsqu'il a présenté son budget, le ministre des Finances (M. Benson) a eu droit à beaucoup de critiques. Le budget a été critiqué, parce qu'il ne prévoyait rien en faveur des bénéficiaires de retraites de vieillesse et c'est de cela que je voudrais parler.

Il semble qu'au cours des derniers jours du débat sur le budget, les députés qui ont pris la parole se soient écartés de la voie sur laquelle la discussion s'était tout d'abord engagée. Vous vous souvenez sans doute, monsieur l'Orateur, qu'un certain nombre d'amendements ont porté avant tout sur l'absence de mesures destinées à venir en aide aux personnes ayant un revenu fixe, et notamment à nos vieillards. Certains députés d'en face ont déclaré qu'ils déploreraient cette lacune et d'autres ont fait état de leur désappointement à ce sujet. Je suis sûr que le nombre de ceux qui déplorent et sont déçus n'est pas si élevé, car la plupart des députés se rendent compte des limites auxquelles les gouvernements se heurtent sur le plan financier.

Nous sommes tous, j'en suis sûr, en faveur d'un substantiel relèvement des retraites de vieillesse et, au cours des prochaines minutes, je voudrais traiter de la manière dont nous pourrions réaliser cet objectif. Juste après l'exposé budgétaire du ministre des Finances j'ai visité le Old Timers' Club à Turner Valley, en Alberta. Naturellement, ces gens

s'inquiétaient du taux de la pension de vieillesse et du fait qu'un si grand nombre d'entre eux trouvaient plus difficile de se tirer d'affaire aujourd'hui qu'aux premiers temps de leur retraite, même si leurs pensions ont un peu augmenté. Certains m'ont demandé comment Ottawa allait jamais pouvoir rembourser les porteurs d'obligations de l'État. J'ai été heureux de pouvoir leur répondre que grâce au budget actuel et aux efforts du gouvernement depuis un an nous avons enregistré deux surplus successifs. C'est dire que de l'argent sera disponible pour le paiement de la dette que les gouvernements ont contractée depuis 13 ou 15 ans à cause de budgets déficitaires.

Comme la plupart des députés, je me rends compte et je me préoccupe du triste état de nombreux particuliers et des familles qui doivent compter en totalité ou en partie sur la pension de vieillesse et du supplément de revenu garanti comme source de revenu. Il est étonnant combien de gens peuvent subsister avec ce montant insuffisant. Tous les députés reçoivent des lettres de ces excellents citoyens exposant la situation dans laquelle ils se trouvent. J'ai reçu récemment une lettre d'un homme de Bellevue, Alberta. En voici un passage:

La situation n'est pas tellement précaire, lorsque deux personnes reçoivent une pension de vieillesse, mais elle l'est dans mon cas. Ma femme qui est beaucoup plus jeune que moi ne touche pas de pension de vieillesse. J'ai aussi une fille qui fréquente l'école secondaire. Nous subsistons tous de ce montant. La chose est incroyable? Nous payons nos comptes de gaz qui s'élèvent à \$10 par mois, nos comptes d'électricité de \$5, nos médicaments qui coûtent de \$5 à \$10 par mois, les réparations qu'il faut faire constamment à la maison et de nombreux autres frais. Finalement, il ne nous reste pas grand-chose pour faire face au niveau élevé de la vie chère, comme vous pouvez le constater.

Nous qui recevons la pension de sécurité de la vieillesse et qui avons bâti l'économie canadienne, devrions avoir droit à des attentions gratuites, mais comme vous le constatez, nous sommes les derniers servis.

Des personnes comme celles-là méritent notre admiration. Mais tout en les admirant, nous ne devons pas nous contenter de les abandonner à leur triste sort. Le fait qu'ils joignent les deux bouts n'est pas une raison pour ne pas accroître l'aide que nous leur donnons. Ils arrivent à se suffire seulement au prix de sacrifices que nous tous ne serions pas disposés à faire. Le groupe de la société qui a fait l'objet du plus grand nombre de recherches est celui des personnes âgées. D'après notre classification, c'est le groupe de ceux qui ont 65 ans et plus. On a rédigé de nombreuses études et documents sur les problèmes de ce groupe au Canada comme aux États-Unis et dans d'autres pays. Infailliblement ou presque, les études concluent que,